

# COLISEE

[ [Accueil](#) ] [ [Retour à l'article](#) ]

## **Irina Gueorguieva Bokova, nouvel ambassadeur de Bulgarie en France**

[http://www.colisee.org/article.php?id\\_article=2030](http://www.colisee.org/article.php?id_article=2030)

jeudi 27 octobre 2005

**Au printemps 2005, le gouvernement bulgare de l'époque dirigé par le premier ministre libéral Siméon de Saxe-Cobourg a proposé - et le président de la République a nommé (1) - Irina Gueorguieva Bokova au poste d'ambassadeur de Bulgarie en France. Elle occupe également le poste de représentant de la Bulgarie auprès de l'UNESCO (2).**

**Même si Paris est son premier poste en qualité d'ambassadeur, c'est une diplomate de carrière et une femme politique d'expérience qui va occuper ce poste important pour la Bulgarie en Europe. Sa remarquable carrière administrative avant 1990 précède sa brillante carrière politique au sein de la Gauche bulgare. Cette nomination comme ambassadeur à Paris est pour elle, certainement, un retour aux sources. Au-delà du symbole qu'elle représente, qui est vraiment Madame Irina Bokova ?**

Irina Gueorguieva Bokova est née le 12 juillet 1952 à Sofia. Elle est la fille de Gueorgui Bokov (3). Divorcée (4), elle est mère de deux enfants. Elle a un frère, Filip (5), qui a été d'abord l'un des principaux conseillers du président de la République, M. Gueorgui Parvanov, avant de devenir le directeur de cabinet de l'actuel Premier ministre socialiste, Sergeï Stanichev.

Après ses études primaires à l'école 128, elle intègre le lycée 114 à Sofia. C'est un établissement de renom dans lequel l'enseignement se fait principalement en anglais. A la fin de ses études secondaires, elle part faire ses études à Moscou dans le prestigieux Institut des Relations Internationales qui a formé nombre de cadres du parti (6). Faire des études à Moscou est un grand privilège réservé à l'élite du pays et, plus spécialement, aux enfants de la plus haute nomenklatura du parti. Elle en sort diplômée en 1976 et intègre immédiatement le ministère des Affaires étrangères. Elle est successivement Troisième Secrétaire à la Représentation permanente de la Bulgarie à l'ONU à New York de 1982 à 1984, Troisième puis Deuxième Secrétaire au Département *ONU et Désarmement* de 1984 à 1987. À partir de cette date, elle est Chef de section au cabinet du Ministre des Affaires étrangères (7) et devient Premier Secrétaire le 1er septembre 1991.

Entre temps - si l'on peut dire - le mur de Berlin est tombé le 9 novembre 1989. Le lendemain, le leader du parti communiste bulgare (BKP), T. Jivkov, est évincé du pouvoir par une sorte de « révolution de palais » pour être remplacé par P. Mladenov (8) et A. Loukanov (9). Devant l'évolution de la situation politique en Europe, et tout particulièrement en Bulgarie, le parti communiste décide d'entamer des négociations politiques avec l'opposition anti-communiste regroupée sous la bannière de l'Union des forces démocratiques (SDS). Irina Bokova va mettre sa carrière administrative entre parenthèses et va commencer une carrière politique qui la propulsera, en quelques années, vers les plus hautes sphères du pouvoir : elle sera députée, vice-ministre et même brièvement ministre des Affaires étrangères, candidate à la vice-présidence de la République en 1996. Pour les élections présidentielles de 2001, la presse bulgare évoque son nom comme candidate potentielle du parti socialiste.

Intelligente, dynamique, ambitieuse, elle appartient début 1990 à ce qu'un ancien membre du parti appelle « la relève ». Le parti communiste bulgare saura la mettre en avant. Avec son frère, elle participe ainsi aux négociations dites *de la Table ronde* (10). Selon les sténogrammes, elle n'y intervient nommément qu'à deux reprises (11). Elle y représente, à l'époque, le *Comité préparatoire pour la création d'une Union démocratique des femmes*. Lors d'une « réunion préparatoire » (12), c'est le président de séance, Andreï Loukanov, qui lui cède la parole. Elle présente les objectifs de cette future Union démocratique des femmes qui bénéficierait, selon elle, d'une assise importante dans le pays. Par son bref discours, I. Bokova s'inscrit parfaitement dans la stratégie politique globale du BKP qui consiste, à l'époque, à esquisser le choc frontal, lors des négociations qui vont s'ouvrir, entre *gouvernants* (communistes) d'une part et *non gouvernants* (opposition anti-communiste) d'autre part ; entre les responsables de la crise globale qui affecte le pays et ceux qui vont exiger des explications. Ce schéma est inacceptable pour le BKP, qui risque alors de se retrouver dans une position d'accusé devant l'opinion. I. Bokova demande également la présence d'une pluralité des représentants de la société autour de la table des négociations. L'objectif est de « diluer » le plus possible la représentativité politique du seul mouvement anti-communiste, le SDS. Elle refuse encore, en qualité de représentante d'un « groupe de la société », les conditions préalables d'équité que met le SDS à sa participation aux négociations comme l'obtention de papier journal par l'Etat, qui détient le monopole d'achat et de distribution, pour publier un journal indépendant (13). Si elle participe aux négociations, I. Bokova n'est pourtant mentionnée nulle part comme signataire des différents accords de la Table ronde.

À trente-huit ans, la jeune I. Bokova est candidate du parti socialiste (BSP) lors des premières élections pluralistes des 11 et 17 juin 1990. Elle est élue députée au scrutin majoritaire dans la circonscription *Generaltochevo* à la *Grande Assemblée Nationale*, qui est à la fois une assemblée législative et constituante. De 1992 à 1995, il est indiqué, sans plus de détails, qu'elle travaille pour des entreprises privées.

Ayant formé une coalition de la *gauche démocratique* avec le parti agrarien BZNS-A. Stamboliiski (14) et le mouvement *Ecoglasnost*, le parti socialiste remporte les élections législatives anticipées du 18 décembre 1994 avec 43,5 % des voix (15). La coalition obtient une majorité absolue de 125 sièges sur 240. Le jeune président du parti, J. Videnov (16), forme un gouvernement. I. Bokova en fera partie. En juin 1995, elle est nommée secrétaire du Comité pour l'intégration européenne auprès du gouvernement et secrétaire du Conseil des ministres, chargée de la coordination en matière européenne. Le 10 août 1995, elle devient vice-ministre des Affaires étrangères en remplacement de M. Stanimir Alexandrov, dont elle reprend seulement les attributions relatives aux organisations internationales et à la coopération européenne (17). À la démission du ministre des Affaires étrangères, Gueorgui Pirinski (18), elle est Premier Vice-ministre des Affaires étrangères et fait office de ministre des Affaires étrangères (19) lors de la démission de ce dernier.

L'épisode des élections présidentielles des 27 octobre et 3 novembre 1996 est intéressant à rappeler car c'est lui qui permet à I. Bokova de se placer véritablement sur le devant de la scène politique nationale bulgare. À l'origine, le candidat désigné par le parti socialiste est l'ancien ministre des Affaires étrangères, Gueorgui Pirinski. Il doit faire équipe avec le ministre de la Culture, Ivan Marazov, en qualité de vice-président (20). Mais la Cour constitutionnelle décida que le candidat socialiste à la présidence de la République n'était pas « bulgare de naissance » (21), comme l'impose la constitution (art. 93-2) (22). Un *ticket* de remplacement est alors formé par I. Marazov et I. Bokova. Après le catastrophique échec du gouvernement socialiste de J. Videnov (23), et malgré les efforts de leur directeur de campagne, un certain Gueorgui Parvanov (24), les candidats du BSP recueillent au premier tour 1.158.204 voix (27,01 %) et 1.687.242 voix (38,9 %) au second tour (25). I. Bokova ne sera pas Vice-présidente de la République de Bulgarie mais elle est devenue alors une personnalité de la vie politique nationale.

En 2001, elle est élue députée sous l'étiquette de la *Coalition pour la Bulgarie* qui regroupe plusieurs « partis de gauche » sous la houlette du BSP (26). La coalition remporte alors 17,15 % des voix et 48 sièges. Elle est membre de plusieurs commissions et devient même vice-présidente de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et de la Sécurité. À ce titre, elle est membre d'une délégation parlementaire bulgare, dirigée par D. Valtchev, qui est auditionnée par le Sénat en 2002 (27). Elle prend position, comme représentante du PSB, pour l'adhésion de la Bulgarie à l'Otan et à l'UE. À Sofia, sa notoriété et sa qualité d'anglophone lui servent à cultiver de nombreux contacts. Elle est, par exemple, troisième vice-présidente du *Harvard Club of Bulgaria* (28).

En 2005, ayant certainement épuisé les charmes de la vie parlementaire bulgare, et forte de son expérience et de ses multiples contacts en Europe, I. Bokova a dû se souvenir qu'elle était diplomate de carrière et qu'elle pourrait continuer à servir son pays par d'autres moyens. Le poste à Paris étant disponible, Solomon Passi, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg, n'a sans doute pas eu trop de mal à convaincre G. Parvanov, l'actuel président de la République, de la nommer ambassadeur dans la capitale française. En juillet 2005, à peine arrivée à Paris, la presse bulgare se fait pourtant l'écho qu'elle pourrait devenir ministre des Affaires étrangères du premier gouvernement que tente alors de former le jeune leader du parti socialiste, S. Stanishev (29). Le 25 juillet 2005 (30), mettant ainsi un terme à ces rumeurs, elle présente ses lettres de créance au président de la République française, Jacques Chirac.

I. Bokova a écrit de nombreux articles ou rapports dont certains sont référencés (31) ou même accessibles sur Internet (32).

François Frison-Roche, CERSA, Université de Paris 2 - CNRS.

Source : site Internet de *Bulgaria-France*.

---

## Notes

1. Comme l'indique l'article 98 alinéa 6 de la constitution : « *Le président de la République : [...] 6) nomme et révoque, sur proposition du Conseil des ministres, les dirigeants des représentations diplomatiques [...]* ». Contrairement à la tradition du parlementarisme classique, les décrets du président de la République bulgare ne sont pas soumis au contreseing ministériel, ce qui donne au président un pouvoir important en matière de « négociation » sur les nominations. Ceci explique sans doute cela.

2. Voir : [www.government.bg/English/Prioritie...](http://www.government.bg/English/Prioritie...)

3. Gueorgui Philipov Bokov (1920/1989) commence une activité journalistique en 1937 et adhère au parti communiste en 1940. Il est commissaire politique au sein d'un détachement armé de partisans en 1943 dont il est chargé du bulletin d'information. En 1946 il fait partie de la rédaction du journal *Rabotnitchesko Delo*, l'organe officiel du Parti communiste, dont il devient en 1958 le Rédacteur en chef (jusqu'en 1976). En 1960, il est également président de l'Union des journalistes bulgares et de l'agence Sofia Presse. Il a été membre du Comité central du parti communiste.

4. Elle est divorcée de Lubomir Kolarov qui a été correspondant de la télévision bulgare à Moscou de 1968 à 1972. Il est l'un des dirigeants du groupe économique bulgare dénommé *Orion* qui fut largement privilégié sous

le gouvernement socialiste de J. Videnov.

5. Filip Gueorguiev Bokov est né le 3 juin 1948 à Sofia. Il a fait des études d'économie à Moscou. Il est employé au CC du parti communiste (BKP) dans les années 1980. Membre de la délégation du BKP aux négociations de la Table ronde (1990). Directeur de la Télévision Nationale Bulgare (BNT) en 1990. Membre du Conseil suprême du parti socialiste (BSP) de 1990 à 1997 ; membre du Présidium du BSP en 1990-91 et en 1996. Chef de la campagne électorale présidentielle du BSP en 1996 (jusqu'en septembre). Il est signataire (avec G. Parvanov) de la demande de retrait en 1996 du Premier ministre socialiste J. Videnov. Rejoint le Mouvement de l'Euro-gauche (mouvement dissident du BSP) en 1997. Ses nombreux détracteurs rappellent volontiers la phrase qu'il prononça lorsque la « vina », (la culpabilité) du parti communiste était à l'ordre du jour en Bulgarie. Faisant un jeu de mot avec les « vina » (les vins) il aurait utilisé la formule cynique que l'on peut traduire approximativement de la façon suivante : la « vina », on l'avale avec le fromage !

6. Dans son ouvrage, T. E. Puister parle de « *The Moscow-School Connection* » dans la mesure où sont issues de cet institut des personnalités politiques comme Gancho Ganchev, N. Kamov, A. Paporizov, K. Premianov, A. Tomov ou encore J. Videnov. Voir *Who's who in Bulgarian politics 1990-1999*, Gopher publishers, 1999, p. 49.

7. Polyglotte, I. Bokova parle le russe, l'anglais, le français et l'espagnol.

8. Petar Tochev Mladenov (1936/2000). Ministre des Affaires étrangères sous T. Jivkov, il prend une part active dans son éviction le 10 novembre 1989. Il est nommé président de la République par l'assemblée populaire après la réforme constitutionnelle d'avril 1990, mais il est acculé à la démission un mois après les premières élections pluralistes de juin 1990.

9. Andrei Karlov Loukanov (1938/1996). De nationalité soviétique, issu d'un mariage mixte soviéto-bulgare, son père a été ministre des Affaires étrangères de la Bulgarie durant l'époque stalinienne. Ministre des Relations économiques extérieures puis vice-premier ministre dans le gouvernement Atanassov de 1986 à 1990 sous T. Jivkov, il prend lui aussi une part active dans l'éviction de ce dernier. Premier ministre au cours de la première année de la transition. Bien que député, il est arrêté en juillet 1992 et remis en liberté en décembre de la même année (voir : [www.ipu.org/hr-f/158/158bg01.htm](http://www.ipu.org/hr-f/158/158bg01.htm)). Il est réélu député en 1994. Devenu ensuite homme d'affaire, il est assassiné devant son domicile. Même si son meurtrier a été jugé et condamné, les motifs réels de cet assassinat n'ont jamais été clairement établis.

10. Fondation D-r. Jeliou Jelev, *Kraglata massa. Stenografski protocol (3 janvier-15 mai 1990)*, IK « Biblioteka 48 », Sofia, 1998, 709 p. Accessible également sur le site : [www.omda.bg/BULG/k\\_masa/entry.html](http://www.omda.bg/BULG/k_masa/entry.html).

11. Ibid. p. 98 et p. 390.

12. Réunion du 18 janvier qui se déroule dans la salle n° 6 du NDK (Palais national de la culture) entre la délégation du CC du BKP, des Agrariens du BZNS, de « représentants populaires » et celle du SDS.

13. Sur cet aspect des choses, on pourra se reporter à notre étude, François Frison-Roche, « *La table ronde bulgare* », *Communisme*, 64, 2000 : 123-141.

14. Le BZNS-A. Stamboliiski représente la fraction du parti agrarien bulgare qui fut la « courroie de transmission » du parti communiste après la Seconde guerre mondiale. Il s'opposa, à partir de 1990, au parti agrarien BZNS-N. Petkov, parti fondateur du mouvement politique d'opposition anti-communiste, le SDS.

15. *Centralna Izbiratelna Komicia za izbor na narodni predstavitelni*, Bouletin za rezultatit ot izborité, Izbori za 37-to Narodno sabranié, Sofia, 1995, 601 p.

16. Jan Vasilev Videnov est né le 22 mars 1959 à Plovdiv. Il fait ses études en URSS avant de devenir responsable des « komsomols ». Président du parti socialiste (1991-96) et président du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée (1994-95). Premier ministre socialiste de janvier 1995 à février 1997. Présenté, à l'époque, comme le symbole du « renouveau du parti », son mandat se termine dans un chaos économique et politique indescriptible et il est forcé à la démission. Il est fortement soupçonné d'avoir favorisé divers « groupes d'intérêts économiques amis » comme le groupe « Orion ».

17. Voir : [www.becsa.org/ABSKEB/web\\_en\\_ABSKEB...](http://www.becsa.org/ABSKEB/web_en_ABSKEB...)

18. Gueorgui Gueorguiev Pirinski est né le 10 septembre 1948 à New York. Il a fait ses études dans le même lycée 114 qu'I. Bokova. Membre du parti communiste (BKP) depuis 1969 et membre du CC en 1989-90. De 1980 à 1990, il est vice-ministre puis premier vice-ministre du Commerce extérieur. En 1989-90, il est Vice-Premier ministre dans le gouvernement Loukanov. Élu député en 1990, il a constamment été réélu depuis. Nommé ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Videnov en 1995, il démissionne en novembre 1996. Il est remplacé par I. Bokova. Après les élections législatives du 25 juin 2005, il est élu président du parlement Bulgare (voir : [www.parliament.bg/?page=ns&lng=en&n...](http://www.parliament.bg/?page=ns&lng=en&n...)).

19. Voir : [www.terra.es/personal2/monolith/bul...](http://www.terra.es/personal2/monolith/bul...)

20. Sur les origines et la nature de cette fonction de vice-président, qui représente une véritable curiosité constitutionnelle en Europe, on peut se reporter à nos explications dans F. Frison-Roche, *Le « modèle semi-présidentiel » comme instrument de la transition en Europe post-communiste (Bulgarie, Lituanie, Macédoine, Pologne, Roumanie et Slovénie)*, Bruylant, juillet 2005, p. 70-75.

21. Décision n° 12 du 23 juillet 1996, A.C. n° 13/96 in *Recueil des décisions et arrêts de la Cour constitutionnelle de la République de Bulgarie*, éditions « Prof. Marin Drinov », 1996, p. 120-140. G. Pirinski est né au Etats-Unis d'une mère américaine et d'un père Bulgare.

22. Sur cette condition voir les explications que nous donnons dans F. Frison-Roche, *Le « modèle semi-présidentiel » comme instrument de la transition en Europe post-communiste*, op. cit., p. 61 et s.

23. C. Chiclet : « *La Bulgarie en 1996 : une crise généralisée* », in *L'Europe centrale et orientale*, La documentation française, 1997, p. 59-70.

24. Voir : <http://www.b-info.com/places/Bulgar...> G. Parvanov a été élu président de la République en 2001.

25. Centralna Izbiratelna Komicia, *Bouletin za rezultatit ot izborit na president i vicepresident na republicata*, Sofia, 1996, 574 p.

26. Coalition formée du BSP, du Mouvement politique social démocrate, du Bloc uni du travail, de l'Union agrarienne bulgare, de l'Union pour la patrie, de l'Alliance pour le progrès social-libéral, du mouvement « En avant Bulgarie, du parti communiste, du Club politique *Trakia* et de l'Association civile des Roms.

27. Cf. <http://senat.fr/europe/r20022002.html>

28. Voir : <http://clubs.harvard.edu/university...>

29. Voir : [www.novinite.com/view\\_archive.php?d...](http://www.novinite.com/view_archive.php?d...) et, sur S. Stanishev, l'actuel Premier ministre notre précédent article : [Élections législatives du 25 juin en Bulgarie : Sergueï Dmitrievitch Stanishev, futur Premier ministre ?](#)

30. Voir le Journal officiel n° 175 du 29 juillet 2005 : [www.admi.net/jo/20050729/MAEP055008...](http://www.admi.net/jo/20050729/MAEP055008...)

31. Voir par exemple : Bokova, Irina "*Bulgaria and Ethnic Tensions in the Balkans*, in *Mediterranean Quarterly*, 2, No. 1, Winter 1991, 88-98 et Bokova, Irina "*Bulgaria's pre-accession strategy*" in *Enlarging the European Union : the way forward*. Ed. by Jackie Gower and John Redmond. Ashgate, 2000.

32. Voir, par exemple le rapport d'I. Bokova (et al.) publié par la Friedrich Ebert Stiftung sur : <http://library.fes.de/pdf-files/bue...> et <http://www.fes.bg/en/PublicationsAn...>

[ [Accueil](#) ] [ [Retour à l'article](#) ] [ [Haut](#) ]